

**PROCEDURE DE TRAITEMENT DES RECLAMATIONS ET DES DECLARATIONS  
AFFERENTES AUX CONTRAVENTIONS CONSTATEES PAR RADAR  
(CAS DES PERSONNES MORALES)**

## COMMUNIQUE

La loi n° 52.05 portant code de la route stipule dans son article 200 que l'avis de contravention constatée automatiquement est adressée au titulaire du certificat d'immatriculation (carte grise) du véhicule à l'adresse déclarée à l'administration.

En application de cet article, les avis de contravention relatifs aux excès de vitesse constatés par radar et concernant les véhicules appartenant aux personnes morales (entreprises, sociétés...), sont notifiés à ces dernières.

La personne morale destinataire de cet avis dispose d'un délai de 30 jours à compter de la date de notification, soit pour déclarer le conducteur du véhicule au moment du flashage de ce dernier par le radar ou formuler une réclamation pour l'un des motifs suivants:

- Véhicule déclaré volé antérieurement à la constatation de l'infraction ;
- Utilisation abusive du véhicule objet de l'infraction, ou du numéro de sa plaque d'immatriculation ayant fait l'objet de plainte déposée auprès du parquet avant la constatation de l'infraction.
- Véhicule cédé antérieurement à la constatation de l'infraction.
- La personne morale destinataire de l'avis de contravention n'est pas le propriétaire du véhicule concerné.

Des imprimés spécialement conçus à cet effet sont téléchargeables à partir du site Web du Ministère de l'Équipement et des Transports: [www.mtpnet.gov.ma](http://www.mtpnet.gov.ma). Ils sont également disponibles gratuitement, auprès des centres immatriculateurs et des Services des Transports Routiers relevant des Directions Régionales et Provinciales de l'Équipement et des Transports.

S'il s'agit de l'un des cas justifiant la réclamation, le représentant légal de la société ou de l'entreprise concernée peut formuler une réclamation. L'imprimé y afférent dûment renseigné et signé par ce responsable, assortie des pièces justificatives exigées doit être communiqué par fax n°0537679484 ou 0537679485 ou 0537679486 à la cellule centrale chargée du traitement des réclamations et déclarations domiciliée à la Direction des Transports Routiers et de la Sécurité Routière du Ministère de l'Équipement et des Transports.

La réclamation est examinée par la cellule précitée. La personne morale concernée est informée par fax ou par e-mail de la suite qui lui est réservée.

Pour ce qui est de la déclaration du contrevenant, l'imprimé conçu à cet effet, dûment renseigné et signé par le représentant légal et assorti d'une copie de la Carte d'Identité Nationale (CIN) ou de la Carte Nationale d'Identité Electronique (CNIE) ou de la Carte de Séjour et du Permis de Conduire du contrevenant doit être transmis via les mêmes numéros de fax sus-indiqués à la cellule précitée qui procédera immédiatement à l'établissement d'un nouvel avis de contravention au nom du conducteur déclaré.

Les dossiers de réclamations ou de déclarations peuvent être également déposés auprès de cette cellule à l'adresse indiquée sur l'imprimé correspondant.